

Le monde a besoin d'un «vaccin populaire» contre le coronavirus, pas d'un monopole des grandes entreprises pharmaceutiques

Helen Clark et Winnie Byanyima | Opinion

23 juillet 2020

Pour mettre fin à la pandémie, le monde a besoin d'un vaccin. Les premiers résultats d'essais prometteurs pour le vaccin développé par l'Université d'Oxford suggèrent que nous nous rapprochons de la découverte d'un.

Des données publiées récemment dans le *Lancet* montrent que le vaccin Oxford a produit des anticorps et des lymphocytes T chez environ 1 000 patients. La société pharmaceutique AstraZeneca a été autorisée à produire ce vaccin d'ici début 2021, ce qui comprend un accord pour produire 1 milliard de doses avec le Serum Institute en Inde pour les pays à revenu faible et intermédiaire d'ici la fin de cette année.

Mais c'est encore loin de ce qui est nécessaire. Pour vacciner tout le monde, le monde a besoin de 7,8 milliards de doses, le plus rapidement possible. Si le vaccin efficace nécessite plus d'une dose, ou doit être administré chaque année, comme cela semble probable, le chiffre sera encore plus élevé. Le monde aura besoin d'un approvisionnement quasi permanent du vaccin. Ce n'est qu'alors que nous pourrions maîtriser Covid-19.

Une fois qu'un vaccin sûr et efficace est découvert, le seul obstacle à la fourniture de doses suffisantes devrait être la capacité de fabrication mondiale. Mais d'autres barrières artificielles se dressent sur le chemin. Les lois sur la propriété intellectuelle qui accordent aux sociétés pharmaceutiques les droits exclusifs de produire un médicament particulier pendant un certain nombre d'années visent à récompenser l'investissement et l'innovation dans de nouveaux médicaments. Ces droits de propriété intellectuelle sont souvent bafoués et créent des monopoles, et dans le cas du vaccin Covid-19, ils menacent de limiter l'approvisionnement, provoquant des pénuries mortelles et des retards inutiles.

Accorder à une entreprise les droits exclusifs sur la science, le savoir-faire et la propriété intellectuelle d'un vaccin contre le coronavirus nous empêchera d'obtenir les milliards de doses dont le monde a besoin. Aucune entreprise privée, aussi déterminée soit-elle à livrer un vaccin, ne devrait avoir le monopole de cette ressource publique. Une pandémie mondiale n'est pas le moment de rationner artificiellement l'approvisionnement d'un médicament en raison de l'échec des idées sur le caractère sacré de la propriété intellectuelle. Le marché ne doit pas non plus être protégé simplement pour servir les intérêts des sociétés pharmaceutiques.

Il est également important de se rappeler qu'AstraZeneca n'a pas découvert ce vaccin. Des milliards de dollars de l'argent des contribuables ont été investis dans le développement et la production d'un vaccin Covid-19. AstraZeneca a reçu 1,2 milliard de dollars du seul gouvernement américain et au moins 84 millions de livres sterling du gouvernement britannique. L'entreprise ne supporte pas non plus à elle seule les risques de cette innovation: les gouvernements s'engagent déjà à acheter le vaccin avant sa production.

Dans la précipitation pour résoudre le défi mondial de trouver un vaccin Covid-19, les dirigeants des pays riches semblent compter sur la bonne volonté des entreprises et une approche caritative envers les pays pauvres et ignorer les barrières que la propriété intellectuelle et d'autres monopoles présentent. Ils semblent supposer que la seule option disponible est une approche privée, basée sur le marché, dirigée et contrôlée par les sociétés pharmaceutiques. Comme le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, et le Premier ministre du Pakistan, Imran Khan, l'ont clairement indiqué récemment lorsqu'ils se sont joints à 140 autres personnalités publiques pour réclamer un «vaccin populaire», ce serait une grave erreur.

Les plans de distribution actuels du vaccin Oxford sont un rappel alarmant de ce qui se passe lorsque vous laissez une ressource publique entre les mains d'une seule entreprise. Environ 300 millions de doses ont été promises pour les pays en développement d'ici la fin de cette année – une étape bienvenue, mais qui est dérisoire par rapport aux 400 millions de doses qui iront aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les Pays-Bas, l'Italie, la France et l'Allemagne ont obtenu entre eux 400 millions de doses supplémentaires. L'UE et d'autres pays riches se frayent également un chemin vers l'avant de la file d'attente. De nombreux pays à revenu intermédiaire, comme ceux d'Amérique latine, où l'ampleur de l'épidémie est effrayante, pourraient être complètement exclus de ces arrangements.

Lorsqu'on a demandé au virologue américain Jonas Salk à qui appartenait le brevet du vaccin antipoliomyélique qu'il avait inventé, il a répondu: «Il n'y a pas de brevet. Pourriez-vous breveter le soleil? L'Université d'Oxford devrait tenir compte de sa remarque et faire preuve de leadership en apportant ses connaissances et sa propriété intellectuelle au pool d'accès à la technologie Covid-19 de l'Organisation mondiale de la santé, où la technologie et les traitements sont partagés pour le bénéfice de tous. De même, les gouvernements et les fondations caritatives qui financent des vaccins candidats prometteurs devraient insister sur le fait que la propriété intellectuelle et le savoir-faire des produits qu'ils financent sont partagés dans le pool de l'OMS.

La tentative de l'OMS d'organiser un système mondial où les traitements sont répartis équitablement est également vitale. Ses efforts doivent être soutenus par un cadre qui place l'allocation équitable au cœur de toute prise de décision – y compris le moment où les entreprises signent pour la première fois des accords de financement avec les gouvernements et les agences de santé. Mais pour que l'OMS réussisse face au nationalisme vaccinal, nous devons également faire absolument tout ce que nous pouvons pour maximiser l'offre. En plus d'insister sur le partage des connaissances et de la propriété intellectuelle, les pays riches devraient financer de toute urgence l'expansion rapide d'une capacité de fabrication sûre dans les pays en développement.

Ce moment extraordinaire appelle une meilleure approche que notre régime actuel de droits de monopole. Ce n'est qu'alors que nous pourrions découvrir et produire le plus rapidement possible le vaccin d'un peuple.

- Helen Clark est une ancienne première ministre de la Nouvelle-Zélande et membre de la Commission mondiale sur la politique en matière de drogues
- Winnie Byanyima est directrice exécutive d'UNAids et sous-secrétaire générale de l'ONU